



« Le numérique est devenu une infrastructure vitale : s'il exclut, il produit de l'injustice »

Avec l'entrée en vigueur de l'European Accessibility Act le 28 juin, l'Union européenne affirme sa volonté de rendre tous les services et produits numériques accessibles. Cette nouvelle réglementation doit aussi engager une évolution culturelle, estime Moïse Akbaraly, du groupe Ipedis.

L'idée que le numérique est universel, neutre, accessible à tous par nature, est une illusion. Dans la réalité, des millions de personnes en sont partiellement ou totalement écartées. Non parce qu'elles sont « hors système », mais parce que le système n'a pas été conçu pour elles. Ce que l'on nomme « handicap numérique » ne désigne pas un déficit des usagers, mais un défaut de conception. Un site qui ne peut pas être lu par une synthèse vocale. Une application mobile inutilisable sans geste précis. Un document PDF qui résiste à tout logiciel d'assistance. Ce sont autant d'obstacles construits, pas subis. Des exclusions techniques, mais aux conséquences profondément humaines.

Et cette exclusion ne touche pas une poignée de cas isolés. Elle concerne des personnes en situation de handicap, bien sûr, mais aussi des personnes âgées, blessées temporairement, neurodivergentes, ou confrontées à des environnements qui limitent leurs usages. Autrement dit, elle nous concerne tous, tôt ou tard. L'accessibilité numérique n'est pas un supplément d'âme. Elle est un impératif démocratique. Et dans une société où les démarches, les services, l'information passent majoritairement par des interfaces digitales, elle devient une condition d'accès à la vie sociale, économique et citoyenne.

Agir pour l'accessibilité

Face à cette réalité, l'Union européenne agit. Avec l'instauration de l'European Accessibility Act, les services numériques dans des domaines clés (banque, transport, e-commerce, communication, médias) devront respecter des critères d'accessibilité. Ces obligations s'appliqueront à tous les opérateurs économiques concernés, avec une logique claire : si un service est essentiel, il doit l'être pour tous.

Ce texte met fin à une situation floue, où chacun interprétait à sa manière ce qu'il convenait de faire. Il impose un langage commun, un niveau d'exigence homogène, un cadre juridique contraignant. C'est une avancée majeure. Car sans norme partagée, il n'y a pas de progrès mesurable, pas de responsabilisation réelle. Mais au-delà de l'obligation légale, cette directive appelle un changement de regard.

L'accessibilité ne peut pas rester cantonnée à un service qualité ou à une case en fin de projet. Elle doit devenir une culture. Une manière de concevoir les parcours, les interfaces, les contenus. Elle doit infuser les métiers du numérique (designers, développeurs, communicants, décideurs) comme une exigence de base, et non comme une option avancée.

Le numérique, levier de progrès collectif

Ce que vient sceller cette directive, c'est une idée simple : le numérique est devenu une infrastructure vitale. Il structure nos liens, nos démarches, notre accès aux savoirs et aux opportunités. S'il exclut, il produit de l'injustice. S'il inclut, il devient un levier de progrès collectif. Penser l'accessibilité, ce n'est pas faire acte de charité. C'est penser robustesse, clarté, efficacité. C'est concevoir pour des situations diverses, des contextes multiples, des usages évolutifs. C'est anticiper les besoins d'aujourd'hui, mais aussi ceux de demain. Trop souvent, on a opposé accessibilité et performance. C'est un contresens. Ce qui est accessible est plus lisible, plus fluide, plus universel. C'est un numérique qui fonctionne mieux pour tout le monde, pas seulement pour certains.

Le 28 juin 2025 marque un tournant juridique. Mais pour qu'il devienne un tournant culturel, il faudra un élan collectif. Institutions, entreprises, acteurs du digital, il est temps de considérer l'accessibilité non comme une charge, mais comme un critère de qualité, un marqueur de sérieux, et une preuve de responsabilité. Ce n'est qu'à ce prix que le numérique pourra tenir sa promesse : celle d'un monde ouvert à tous, sans distinction.

Moïse Akbaraly est cofondateur et directeur associé du groupe Ipedis.